

Monsieur le Président,

Ces 12 derniers mois, les peuples de l'Europe centrale et de l'Est ont pris d'énormes risques pour tenter de se libérer du totalitarisme et de la dictature.

En outre, dans bien des pays, des femmes et des hommes courageux luttent contre un dictateur qui a envahi l'État souverain du Koweït.

Les organisations internationales et multilatérales ont joué un rôle déterminant dans la promotion des droits de la personne, du respect de la loi et de la démocratie pendant cette période tumultueuse.

Je regrette vivement que les circonstances obligent l'assemblée à se réunir pour se pencher sur la situation tragique en Haïti. Je suis ici pour exprimer l'indignation et la inquiétude croissante du Gouvernement du Canada devant la tournure des événements dans ce pays.

Monsieur le Président, le 25 septembre dernier, le président légitimement élu d'Haïti, M. Jean-Bertrand Aristide, parlait devant cette assemblée de sa fierté et de la démocratie nouvellement instaurée dans son pays. Peu après, le même jour, j'ai moi-même pris la parole devant la présente assemblée pour souligner qu'il fallait reconnaître l'interdépendance des nations et la nécessité de la sécurité collective. Le Canada continue d'appuyer et de promouvoir ces principes, que ce soit en Europe, en Asie ou en Amérique latine.

En juin, beaucoup d'entre nous avons assisté à l'assemblée annuelle de l'Organisation des États américains (OEA) à Santiago. Pour la première fois depuis la création de l'OEA, tous les États membres représentés avaient été élus démocratiquement. Pendant que la communauté internationale observait la chute du rideau de fer et la démocratisation suscitées par la détermination des Européens, l'Amérique latine se distançait tout aussi hardiment de la dictature.

Je crois fermement que ni le peuple haïtien ni la communauté internationale ne sont prêts à tolérer un retour à l'autorité arbitraire et oppressive des années précédentes.

Le Canada est fier d'avoir adhéré à l'OEA, seule organisation qui se consacre aux questions intéressant l'hémisphère. Pendant notre première année, nous avons présenté une résolution qui a entraîné la création de l'unité du développement démocratique, dont le but consiste à promouvoir tous les aspects du développement démocratique dans l'hémisphère.

En Haïti, les observateurs des Nations Unies et de l'OEA ont accueilli avec joie les récentes élections, qu'ils ont jugées libres et justes. Le Gouvernement du Canada a mis tous ses